



**Intervention de M. le Président de la République**  
**Conférence de presse**  
**Palais de l'Élysée – Mardi 8 janvier 2008**

Mesdames et Messieurs,

Le soir du 31 décembre en présentant mes vœux aux Français je leur ai dit mon intention de mettre en œuvre une politique de civilisation pour que la France soit l'âme de la nouvelle Renaissance dont le monde a besoin.

Je sais que cette politique de civilisation a suscité chez un grand nombre d'entre vous beaucoup d'interrogations.

Je suis heureux que cette rencontre me donne l'occasion d'y répondre, car il ne s'agit pas pour moi d'une formule de circonstances mais d'une conviction profonde et d'un engagement fort.

Cette conviction je l'ai exprimée durant toute la campagne présidentielle. Cet engagement je l'ai pris devant les Français.

J'ai été élu en promettant un changement en profondeur.

J'ai été élu en proposant une véritable rupture avec les habitudes de pensée, les comportements, les idées du passé qui ont conduit notre pays dans la situation où il se trouve.

J'ai été élu au terme d'une campagne dans laquelle les valeurs ont tenu une place centrale alors que depuis des décennies il n'était quasiment plus possible d'évoquer les valeurs dans le débat politique.

Dans cette campagne j'ai parlé de la vie, de la morale, de l'autorité, de l'identité, de la culture, de l'intégration, du civisme.

J'ai parlé de l'amour, de l'ouverture aux autres, de l'humanisme.

J'ai parlé du respect, du respect de soi et du respect des autres, du respect de la différence et de la diversité.

J'ai parlé de ce que nous voulons transmettre à nos enfants, de la nécessité de leur faire aimer ce qui est grand, ce qui est beau. J'ai voulu remettre l'Homme au cœur de la politique.

Si la politique n'exprime pas l'idée que nous nous faisons de l'Homme, de sa liberté, de sa responsabilité, de sa dignité, qu'exprime-t-elle donc ? Et comment peut-elle changer le monde ? Comment peut-elle le rendre meilleur ?

Comment peut-elle contribuer à rendre les hommes un peu plus heureux et leur vie un peu moins dure ?

Comment la politique peut-elle faire qu'il y ait un peu moins de violence, un peu moins d'injustice, un peu moins de misère, un peu moins de souffrance si la politique n'est pas animée par le souci d'un idéal humain ?

Pendant la campagne présidentielle c'est bien cette question qui a été posée par la plupart des candidats, chacun à sa manière. Et si les choses se sont déroulées ainsi c'est parce que les Français aspiraient à ce que le débat politique change de nature. C'est parce qu'ils avaient le sentiment que la politique n'allait plus assez au fond des choses, qu'elle ne disait plus rien sur l'essentiel.



La défiance des Français vis-à-vis de la politique qui s'était accrue au fil du temps au point de miner notre démocratie n'était au fond pas due à autre chose qu'à ce sentiment que la politique était impuissante à force de ne jamais remonter aux causes réelles des problèmes, de se cantonner dans la gestion, dans la technique, de ne pas s'intéresser à ce qui détermine la vie des gens, leur bien-être, le sentiment de leur accomplissement personnel, de celui de leur famille, de leurs enfants.

La politique de civilisation, c'est la politique de la vie. C'est une « politique de l'homme », comme le dit Edgar Morin qui en a ressenti le besoin et qui l'a formulée avant tout le monde.

La politique de civilisation, c'est la politique qui est nécessaire quand il faut reconstruire les repères, les normes, les règles, les critères.

Ce n'est pas la première fois que cette nécessité s'impose. Elle s'est imposée à chaque fois qu'un grand choc politique, économique, technologique, scientifique est venu ébranler les certitudes intellectuelles, la morale, les institutions, les modes de vie.

Ce fut le cas avec la Renaissance.

Ce fut le cas à la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle et au début du XIX<sup>e</sup> avec les Lumières.

Ce fut le cas avec la Révolution industrielle à la fin du XIX<sup>e</sup> et au début du XX<sup>e</sup>.

Ce fut encore le cas dans l'immédiat après-guerre, après la grande crise de civilisation des années 30 et 40.

La Déclaration des droits de l'Homme et du citoyen, ce fut le fruit d'une politique de civilisation.

L'école de Jules Ferry, ce fut le fruit d'une politique de civilisation.

La laïcité, ce fut le fruit d'une politique de civilisation.

La sécurité sociale, le droit du travail, les congés payés, le service public, ce furent les fruits d'une politique de civilisation.

A chaque époque, les réponses sont différentes mais le défi est toujours le même : réconcilier l'ordre et le mouvement, l'identité et la modernité, aider le monde nouveau à naître et à s'organiser quand l'ancien n'a pas encore fini de se désagréger, réhumaniser la société, permettre à l'Homme de reprendre le dessus, de mettre le changement à son service, de s'appropriier les nouveaux savoirs.

Aujourd'hui il nous faut reconstruire notre rapport au temps et à l'espace, et notre rapport aux autres et à nous-mêmes bouleversés par la technique, la science et la globalisation. Nous avons à combattre les dérapages, les excès de notre propre civilisation dont les principes, les valeurs, les institutions ne suffisent plus à répondre aux besoins qu'elle a elle-même engendrés.

Edgar Morin dit que les impératifs aujourd'hui d'une politique de civilisation sont la solidarité, le ressourcement identitaire, la convivialité, la moralisation qu'il oppose aux maux de notre temps que sont l'isolement, le cloisonnement, l'anonymat, la dégradation de la qualité de la vie, l'irresponsabilité.

Ces objectifs, je les fais miens.

Je les fais miens dans la politique intérieure comme dans la politique extérieure.

Je les fais miens dans la politique éducative, dans la politique de la ville, dans la politique économique, dans la politique sociale, dans la politique du développement durable.

Après des décennies de réformes différées, de réformes manquées, après des décennies de conservatisme et de pensée unique, après des décennies de chômage de masse, de relâchement du lien social, de recul de la promotion sociale, de stagnation des salaires, de dévalorisation du travail, de déficits et d'endettement, l'urgence est partout.

Les Français n'en peuvent plus d'attendre. Et chaque jour apporte son lot de difficultés, de crises et parfois de drames auxquels il faut répondre tout de suite. C'est ce qu'avec le gouvernement, avec la majorité, je m'efforce de faire depuis que j'ai été élu. C'est ce que je continuerai à faire parce que cette impatience est légitime et parce que c'est tout simplement mon devoir.



Mais dans la période où nous sommes, si l'on veut changer véritablement les choses, si l'on ne veut plus avoir le sentiment de subir, si l'on veut en finir avec une société où les enfants pensent qu'ils vont vivre moins bien que leurs parents, alors il faut aussi inscrire la politique dans la longue durée et dans la profondeur d'un projet de civilisation. C'est ce que je souhaite faire en 2008. Non pour m'éloigner des problèmes de vie quotidienne, non pour faire oublier les difficultés qui assaillent les Français qui seraient trop compliquées à résoudre, mais au contraire pour y revenir.

Je pense bien sûr à l'environnement, à la santé, à l'urbanisme, à l'architecture, au logement, à l'école, au service public, à la protection sociale. Je pense aussi à la revalorisation du travail, à la place qui est faite à la jeunesse, à la manière dont notre société traite ses personnes âgées.

Croyons-nous que la maladie d'Alzheimer, la dépendance, la dépression, le malaise des banlieues, l'intégration ou le chômage des jeunes ne sont pas des problèmes posés à notre civilisation et qui exigent autre chose pour être résolus que quelques mesures de gestion ou quelques crédits supplémentaires ?

Croyons-nous que la révolution numérique ou celle des biotechnologies n'appellent pas à une transformation de la civilisation ?

Croyons-nous que la civilisation peut sortir indemne des dérives du capitalisme financier ou du réchauffement climatique ?

Et qui ne voit que la culture commune ou la morale partagée, qui nous permettent de nous parler, de nous comprendre et de nous supporter sont des valeurs de civilisation qui conditionnent notre vie quotidienne ?

Qui ne voit qu'à la violence, à l'insécurité, à la peur de l'autre qui engendre le rejet, l'exclusion et le repli sur soi nous devons opposer la politesse qui est une forme de respect, l'autorité qui est l'expression d'une légitimité, l'éducation qui socialise et qui émancipe ?

Qui ne comprend que pour retrouver la foi dans l'avenir, pour retrouver le goût de vivre ensemble, pour créer du mieux-être et du mieux vivre, et même pour augmenter le pouvoir d'achat et pour réduire le chômage et la précarité, il ne nous faut pas seulement gérer mieux mais d'abord changer nos façons de vivre, de produire, de travailler, d'apprendre ?

En 2008, cette politique de civilisation elle s'exprimera d'abord dans la volonté de faire de notre démocratie une démocratie irréprochable grâce à la réforme de nos institutions inspirée par les travaux de la commission présidée par Edouard Balladur. Elle assurera un meilleur équilibre des pouvoirs en revalorisant le rôle du Parlement et en donnant aux citoyens des libertés nouvelles. Mais s'en tenir à la seule modernisation des règles et des procédures ne serait pas suffisant pour que notre démocratie soit portée à la hauteur des défis qu'elle aura, qu'elle a déjà à relever.

Il me semble que le moment est venu d'ajouter aux droits fondamentaux qui forment le socle de notre République les nouveaux droits que notre époque appelle. Après la Déclaration des droits de l'Homme et du citoyen de 1789, après le Préambule de 1946 sur les droits sociaux, auxquels il ne faut pas toucher parce que ce sont de grands textes universels, je souhaite que le Préambule de notre Constitution soit complété pour garantir l'égalité de l'homme et de la femme, pour assurer le respect de la diversité, pour rendre possibles de véritables politiques d'intégration ou pour répondre aux défis de la bioéthique.

J'ai demandé à Madame Simone Veil, dont tout le monde connaît la hauteur de vue, de présider la commission qui sera chargée de rédiger un projet de texte. Elle l'a accepté et je lui en suis infiniment reconnaissant car nul n'était plus qualifié qu'elle pour accomplir une tâche aussi importante et aussi délicate. Il ne s'agit pas que de questions juridiques. Il s'agit que sur les problèmes philosophiques,



moraux, éthiques posés par la modernité notre Constitution soit en avance sur son temps, et que, comme ce fut si souvent le cas jadis, la France, patrie des Droits de l'Homme montre, la voie à tous les Hommes.

C'est avec la même volonté de mettre en œuvre une politique de civilisation que je souhaite engager une réflexion sur les moyens d'échapper à une approche trop quantitative, trop comptable de la mesure de nos performances collectives.

Car si nous restons prisonniers de la vision restrictive du PNB, nous ne pouvons pas espérer changer nos comportements et nos façons de penser. Pour tout changer nous avons besoin d'abord de changer nos critères de jugement, nous avons besoin de prendre en compte la qualité et pas seulement la quantité. Si nous voulons favoriser un autre type de croissance nous devons changer notre instrument de mesure de la croissance.

Là encore la France veut donner l'exemple en prenant l'initiative de réunir un groupe d'experts internationaux de haut niveau pour réfléchir aux limites de la comptabilité nationale et du PNB et à la meilleure manière de les surmonter pour que la mesure du progrès économique soit plus complète. Pour qu'elle prenne mieux en compte les conditions réelles et la qualité de vie des Français qui n'en peuvent plus de l'écart grandissant entre des statistiques qui affichent un progrès continu et les difficultés croissantes qu'ils éprouvent dans leur vie quotidienne. Deux prix Nobel d'économie Amartya Sen qui ont beaucoup travaillé sur ces questions ont accepté de contribuer à cette réflexion. Armatya Sen a accepté de m'apporter ses conseils et Joseph Stiglitz de présider le comité d'experts. Je les en remercie. Leurs grandes compétences seront extrêmement précieuses.

2008, ce sera l'année de la mise en œuvre de ce qui a été décidé lors du Grenelle de l'environnement, ce sera le commencement de la construction d'une autre croissance, d'un autre modèle de développement, ce sera l'amorce d'un changement profond dans notre civilisation, dans son rapport à la nature, dans l'idée qu'elle se fait de sa responsabilité vis-à-vis de la planète, vis-à-vis des générations futures. Dans cet esprit, je suis disposé, si la Haute Autorité qui se prononce demain soulève des doutes sérieux sur les OGM actuellement cultivés en France, à recourir à la clause de sauvegarde jusqu'à ce que la Commission européenne tranche le problème. Je ne souhaite pas par ailleurs que la loi OGM soit discutée dans l'urgence.

En 2008, la politique de civilisation s'exprimera dans l'école. L'année dernière j'ai écrit à tous les éducateurs de France pour leur présenter le projet éducatif que j'avais placé au cœur de ma campagne. Ce projet éducatif, le moment est venu de le mettre en œuvre.

Beaucoup de changements ont été accomplis dans l'école en 2007. Maintenant il s'agit d'aller au fond des choses, c'est-à-dire de s'occuper de ce que l'on veut enseigner à nos enfants, de ce que l'on veut leur transmettre comme connaissances, comme valeurs, comme culture, bref de fixer quel idéal humain nous voulons leur proposer et d'organiser les études, les programmes, les rythmes, la formation des enseignants pour y parvenir.

La lettre aux éducateurs, c'est exactement pour moi l'illustration de ce que peuvent être les objectifs d'une politique de civilisation. Je m'impliquerai personnellement dans la mise en œuvre des orientations que j'ai définies dans cette lettre pour bâtir une école du savoir, de la culture, du respect, de la civilité. Une école où l'on inculque le goût d'apprendre, la curiosité intellectuelle, l'ouverture d'esprit, le sens de l'effort et du travail de la pensée mais aussi le respect de l'autorité du professeur et la politesse, où l'on enseigne le civisme. La priorité de cette politique éducative ira à l'école primaire que l'on a trop longtemps délaissée sans voir que son affaiblissement était la cause principale des difficultés croissantes du collège.

Cette politique prendra du temps, du temps pour être mise en œuvre, du temps pour produire ses effets. Mais le rapport de nos enfants à la culture, au savoir, à la pensée est ce qu'il y a de plus essentiel pour l'avenir. C'est à l'école que se construisent la société et la civilisation de demain.



Quelles que soient les difficultés nous n'avons plus le droit de reculer. Il y a eu dans le passé trop d'abandons, trop de renoncements pour reculer encore. Je veux que l'école redevienne l'affaire de tous et non plus seulement des spécialistes. Je veux qu'elle soit remise au cœur de la politique comme elle l'était jadis au lieu d'en être tenue à l'écart comme si c'était un sujet trop compliqué pour la politique ou trop risqué pour elle.

En 2008, la politique de civilisation s'exprimera dans la profonde rénovation de nos universités. Des moyens considérables ont été dégagés pour combler un retard accumulé depuis des décennies et qui ont mis nos universités dans l'état de délabrement que l'on connaît. Nous devons refaire des universités où l'on a envie et où l'on a les moyens d'étudier. Nous devons faire des campus qui soient des lieux de convivialité et d'effervescence intellectuelle. Nous devons offrir à nos étudiants un cadre et des conditions de vie qui soient à la hauteur de l'idée que nous nous faisons de la place du savoir dans notre civilisation.

En 2008, seront sélectionnés les dix premiers grands projets de rénovation universitaire qui témoigneront de l'ambition de notre politique dans ce domaine.

En 2008, la politique de civilisation s'exprimera dans une politique de la jeunesse parce que notre société ne fait pas à sa jeunesse la place qui devrait lui revenir. Elle ne lui accorde pas la considération qu'elle devrait lui accorder. Elle ne lui donne pas les moyens de son autonomie, de son intégration. En traitant si mal sa jeunesse, notre société sacrifie son avenir.

Sortir de l'immobilisme, sortir de la société des avantages acquis et des rentes de situation, c'est servir la jeunesse. Je veux que la rupture soit au service de la jeunesse, qu'elle lui donne les moyens de réaliser ses rêves, ses ambitions, d'exprimer sa générosité, son enthousiasme, son talent. C'est ce que nous allons entreprendre.

En 2008, la politique de civilisation s'exprimera dans la politique qui prendra à bras-le-corps le malaise des banlieues. Cette politique, nous en parlerons dès le mois de février.

Ce sera d'abord une politique d'intégration, une politique qui concernera avant tout les personnes, qui les soutiendra, qui les accompagnera, qui donnera à tous ceux qui veulent s'en sortir les moyens de le faire, à ceux qui subissent des handicaps particuliers de les compenser, à ceux que la vie a éprouvés de surmonter les épreuves qu'ils ont subies.

Ce sera une politique de l'égalité des chances, une politique qui aura pour ambition que chaque jeune des quartiers en difficulté reçoive une formation, ce sera une politique de l'égalité des droits et aussi de l'égalité des devoirs.

Ce sera une politique pour remettre dans la République non seulement les territoires mais aussi les personnes.

Ce sera une politique qui sera partie prenante d'un dessein plus vaste, celui de la rénovation de notre modèle républicain, de ses principes, de son fonctionnement, de son adaptation aux réalités économiques, sociales, culturelles du XXI<sup>e</sup> siècle.

Ce sera une politique qui ne sera pas séparable de la rénovation de l'école, de la modernisation du service public, de l'accompagnement des chômeurs, de la sécurisation des parcours professionnels, de la politique du logement, des conséquences du Grenelle de l'environnement.

Ce sera une politique qui sera concernée par la réponse que notre société apportera à des questions fondamentales, comme celle de savoir comment redonner sa chance à celui qui a subi un échec ou comment permettre à celui qui veut entreprendre de trouver les moyens de le faire.



Peut-on poser le problème du malaise des banlieues sans poser celui de la ville, qui est au cœur de notre civilisation urbaine et que nous avons tant de mal à maîtriser, à humaniser ?

Le problème de la ville, je veux le poser en 2008, lui aussi non comme un simple problème de gestion mais comme un problème de civilisation. C'est un problème qui s'est posé à chaque fois que le rapport de l'Homme à l'espace et au temps s'est trouvé bouleversé. C'est un problème que notre civilisation moderne n'a pas su maîtriser. C'est un problème qui pèse lourdement sur la qualité de la vie, sur la convivialité, sur la sociabilité, sur la solidarité.

Quelle ville devons-nous nous efforcer de construire en ce début de XXI<sup>e</sup> siècle ? Voilà la question à laquelle je voudrais que nous apportions une réponse française. C'est la raison pour laquelle j'ai voulu lancer la réflexion sur le Grand Paris, je veux dire par là la grande métropole que constitue l'agglomération parisienne et qui doit être considérée dans sa globalité parce qu'elle forme un tout. Cette réflexion elle ne doit pas être engagée d'abord sous l'angle des institutions, sous l'angle de la gouvernance mais d'abord sous l'angle de l'urbanisme, de l'architecture, de la sociabilité, de la convivialité, de la qualité de la vie, de la place de l'Homme dans la ville.

Je veux faire de ce chantier le laboratoire de la modernité urbaine. Je veux qu'il soit l'occasion de remettre la France au premier rang en matière d'urbanisme et d'architecture. Je m'impliquerai là aussi personnellement dans ce chantier.

Naturellement tout sera fait en concertation, en association avec les Franciliens, avec leurs élus, avec les maires, avec les conseils généraux et le conseil régional. Mais je ne laisserai pas ce projet s'enliser. Je ne laisserai personne le bloquer. La situation de l'agglomération parisienne est devenue inacceptable. La dureté de la vie qu'elle impose à un trop grand nombre de ses habitants, les coûts humains, écologiques, sociaux qu'engendrent ses dysfonctionnements ne sont pas supportables.

I

Il faut que Paris retrouve sa vitalité, son rayonnement, son attractivité, sa créativité, qu'elle redevienne pour le monde entier le symbole d'un art de vivre et la plus belle ville du monde, que de nouveau elle étonne, elle surprenne, elle fascine et que tous ceux qui l'habitent soient heureux et fiers d'y vivre. Nous en parlerons dès après les municipales.

En 2008, la politique de civilisation s'exprimera dans l'action qui sera menée contre le cloisonnement et la bureaucratisation de la société à travers la poursuite de la réforme de l'Etat et de la réforme administrative, parce que la bureaucratisation porte une lourde responsabilité dans la déshumanisation de notre société. Au-delà des changements d'organisation, de méthodes, d'état d'esprit, un Défenseur des Droits fondamentaux doté de larges attributions sera créé pour permettre à chacun de disposer d'un recours efficace et pratique face à la mécanique anonyme de l'administration. Son rôle sera consacré par la Constitution.

En 2008, la politique de civilisation s'exprimera dans la rénovation de l'audiovisuel public. D'abord bien sûr dans la réorganisation de l'audiovisuel extérieur qui est devenu absolument nécessaire.

Mais je propose aussi que nous accomplissions une véritable révolution culturelle dans le service public de la télévision. Le service public existe parce qu'il a une mission particulière. Si les chaînes publiques fonctionnent selon les mêmes critères, selon les mêmes exigences, selon la même logique que les chaînes privées alors on ne voit pas très bien pourquoi il y a un service public.

Le service public, son exigence, son critère, c'est la qualité. Sa vocation, c'est d'offrir au plus grand nombre un accès à la culture, c'est de favoriser la création française. Je ne veux pas dire que la télévision publique doit être élitiste ou ennuyeuse, mais seulement qu'elle ne peut pas fonctionner selon des critères purement mercantiles. Je souhaite donc que le cahier des charges de la télévision publique soit revue et que l'on réfléchisse à la suppression totale de la publicité sur les chaînes publiques qui pourrait être financé par une taxe sur les recettes publicitaires accrues des chaînes



privées et par une taxe infinitésimale sur le chiffre d'affaire de nouveaux moyens de communication comme la téléphonie mobile et l'accès à Internet.

Voilà une révolution qui, en changeant le modèle économique de la télévision publique, changera du tout au tout la donne de la politique culturelle dans la société de communication qui est la nôtre.

En 2008, la politique de civilisation s'exprimera aussi dans la politique de santé, qui est l'une des valeurs fondamentales sur lesquelles repose notre idée de l'Homme. Il y a un sujet particulier qui a été évité depuis trop longtemps et qui ne peut plus l'être : je veux parler de l'hôpital où tant d'espoir, de sentiment et de dévouement se mêlent à la maladie et à la souffrance.

L'hôpital est en déshérence. Je veux en faire l'une des priorités de 2008.

Je veux que soit réglé le problème des 35 heures qui l'a si profondément désorganisé.

Je souhaite qu'on en change la gouvernance, qui n'est plus adaptée aux réalités d'aujourd'hui.

Je souhaite que l'on transforme des structures hospitalières sous-utilisées pour accueillir des personnes âgées qui ont du mal à trouver un hébergement adapté à leurs besoins.

Je veux insister aussi sur la nécessité de garantir à tous un égal accès à des soins de qualité quels que soient les moyens de chacun, quel que soit le territoire ou le quartier où il habite. Il faut qu'un effort soit fait en faveur des services d'urgences, qu'on aide les jeunes médecins à s'installer dans les cantons ruraux et dans les banlieues, qu'on rémunère mieux les gardes...

En 2008, la politique de civilisation s'exprimera dans la poursuite de la politique de revalorisation du travail. Car bien sûr la revalorisation du travail ce n'est pas seulement de permettre à chacun de travailler plus pour gagner plus. Le travail c'est une valeur. Le travail c'est ce par quoi chacun trouve sa place dans la société. C'est ce par quoi se tisse le lien social. Le travail ce n'est pas un asservissement, c'est un moyen de conquérir sa liberté, de s'émanciper.

La revalorisation du travail, cela concerne aussi bien le salaire que l'école, la formation, la promotion sociale ou les conditions de travail. La revalorisation du travail, elle est dans la suppression de tous les obstacles qui empêchent ceux qui le veulent de travailler. Elle est dans l'assouplissement des règles du marché du travail et dans la sécurisation des parcours professionnels. Mais elle est aussi dans la réforme d'une fiscalité qui taxe le travail, qui le décourage. Elle est dans l'allègement des charges fixes qui transforment l'emploi en variable d'ajustement économique. Elle est dans la suppression de tout ce qui alourdit le coût du travail sans en accroître la rémunération et incite à le délocaliser.

En 2008, la politique de civilisation s'exprimera dans la réforme des prélèvements obligatoires et dans le choix des principes sur lesquels elle sera fondée, dans la manière dont elle encouragera la prise de risque, l'effort, l'innovation, le développement durable, dans les idées de justice et de solidarité qu'elle reflètera.

Je souhaite par exemple qu'un transfert de charges s'opère progressivement pour libérer le travail et pour taxer la pollution.

En 2008, la politique de civilisation s'exprimera dans l'introduction de plus d'équité dans notre système économique et dans la volonté de faire en sorte que les salariés ne soient pas éternellement privés de la part qui leur revient dans les succès des entreprises.

Elle s'exprimera dans le fait que les exonérations de charge seront conditionnées aux négociations salariales. Qu'on me prenne bien au sérieux quand je dis cela. J'irai jusqu'au bout parce qu'il n'est pas légitime, parce qu'il n'est pas acceptable, qu'une entreprise qui fait beaucoup de bénéfices ne récompense pas ses salariés.

En 2008, la politique de civilisation s'exprimera dans notre capacité à mieux partager les rentes et les profits, à partager plus équitablement les résultats des efforts de tous. C'est pourquoi je veux aller



aussi beaucoup plus loin en matière de participation et d'intéressement. Je veux créer les conditions réglementaires et fiscales pour que la participation et l'intéressement puissent s'étendre à toutes les entreprises, même à celles qui ont moins de 50 salariés qui doivent y être fortement incités.

Je veux que les salariés puissent choisir librement entre l'intéressement qui est versé tout de suite et la participation qui reste bloquée un certain temps dans l'entreprise en contrepartie d'avantages fiscaux.

Je veux que les programmes de stocks options et de distribution d'actions gratuites bénéficient à tous les salariés de l'entreprise et pas seulement à quelques-uns.

Je veux que le niveau même de la participation et de l'intéressement aux résultats soit fortement relevé. Ce sera le gage d'un changement des mentalités et des comportements. Ce sera le moyen de rétablir l'équilibre entre le travail et la propriété, de réhabiliter l'entreprise, de réconcilier les salariés avec le capitalisme et avec l'économie de marché. Ce sera un moyen aussi d'augmenter le pouvoir d'achat sans ruiner la compétitivité de nos entreprises.

Cette volonté d'aller beaucoup plus loin dans le partage des profits va de pair avec celle de promouvoir un capitalisme d'entrepreneurs et un capitalisme familial plus enracinés dans les territoires et dans la société, et dont les valeurs ne sont pas celles du capitalisme financier.

Face à la montée en puissance de fonds spéculatifs extrêmement agressifs et de fonds souverains qui n'obéissent pas seulement à des logiques économiques, il n'est pas question que la France reste sans réagir. Il n'est pas question de laisser faire. La France doit protéger ses entreprises, leur donner les moyens de se défendre et de se développer. Je veux que la Caisse des Dépôts soit l'instrument de cette politique de défense et de promotion des intérêts économiques primordiaux de la nation.

Je pense particulièrement à l'industrie. Parce que je suis convaincu qu'une France sans industrie, sans usine, sans ouvrier, serait une France appauvrie, non seulement économiquement mais aussi culturellement et moralement parce qu'il y a une morale ouvrière, parce qu'il y a une culture ouvrière et une culture industrielle qui font partie de notre identité. Tout ne peut pas être abandonné à un capitalisme financier livré à lui-même.

Le capitalisme financier, je n'ai pas cessé de le répéter, a besoin d'être moralisé. Il ne peut s'accorder avec une économie de rente, de parachutes dorés et de spéculation. Quand j'ai voulu ouvrir ce débat, je me souviens du scepticisme qui a prévalu. Je me souviens avec quelle ironie cette initiative a été accueillie par certains. Je constate que depuis la crise des crédits immobiliers il y a moins de scepticisme. Beaucoup de pays se rallient désormais à l'idée que les choses ne peuvent plus continuer ainsi, que les valeurs fondamentales du capitalisme sont celles de l'effort, du travail, de l'entreprise et non celles de la spéculation, de la rente ou de l'aubaine, et qu'à travers les marchés financiers, l'actionnaire ne peut pas décider tout seul de la marche de l'économie.

La libre concurrence n'est pas plus compatible avec les dumpings de toutes sortes que le capitalisme entrepreneurial n'est compatible avec la prise totale de pouvoir par la finance et la soumission de la logique de la production à la logique financière. Il n'est pas compatible non plus avec un calcul économique qui ne prend pas en compte l'épuisement des ressources terrestres, la pollution ou les dégâts humains.

A la tribune de l'Assemblée générale de l'ONU, j'ai appelé le monde à un New Deal économique et écologique. Au-delà de ce qu'elle décidera de faire pour elle-même, la France prendra cette année de nouvelles initiatives pour moraliser le capitalisme et notamment lors de la présidence française de l'Union Européenne qui débutera le 1<sup>er</sup> juillet.

La présidence française de l'Union sera une autre occasion pour la France de pousser une politique de civilisation. Les citoyens de toute l'Europe réclament de la protection ; ils veulent que l'Europe les protège, non qu'elle les rende plus vulnérables. Ils veulent qu'elle leur permette d'agir, non qu'elle les oblige à subir.





L'Europe a besoin d'une politique de civilisation. Elle a besoin de s'humaniser. Elle a besoin de se débureaucratiser. Elle a besoin de plus de politique et de moins de technocratie. C'est le but que la France s'est fixé et qu'elle a contribué à atteindre en proposant et en faisant adopter le Traité simplifié. Maintenant l'Europe a un cadre et des règles pour décider. A la fin de la présidence française, mon objectif est qu'elle ait avancé dans la voie d'une politique commune de l'immigration, d'une politique commune de la défense, d'une politique commune de l'énergie et d'une politique commune de l'environnement.

La politique de civilisation, la France veut la promouvoir à l'échelle européenne et à l'échelle mondiale. Non pour imposer au monde un modèle de civilisation mais pour faire rayonner les valeurs universelles de paix, de justice, de liberté, de dignité de la personne humaine et de diversité.

La politique de civilisation, la France veut l'opposer à la violence, au terrorisme, au fanatisme. Elle veut l'opposer au choc des civilisations et à la guerre des religions. Elle veut l'opposer à la destruction de la planète et au réchauffement climatique qui pourraient déstabiliser le monde, provoquer des exodes massifs de population et de terribles guerres de l'eau et de la faim.

La politique de civilisation, la France veut la faire en œuvrant pour la réforme des institutions multilatérales qui ont été forgées pour répondre aux besoins du monde de l'après-guerre et qui ne sont plus adaptées aux réalités et aux nécessités d'aujourd'hui.

La France mettra tout en œuvre pour que le G8 devienne progressivement un G 13 en intégrant les grands pays émergents.

La France mettra tout en œuvre pour que l'Allemagne, le Japon, le Brésil, l'Inde et un grand pays africain deviennent membres permanents du Conseil de Sécurité parce qu'il n'est pas raisonnable que des continents entiers et en plein essor soient écartés des responsabilités qui leur reviennent dans la gouvernance mondiale.

La France mettra tout en œuvre pour que les missions du FMI et de la Banque Mondiale soient repensées pour pouvoir faire face aux déséquilibres qui menacent la stabilité mondiale.

La France mettra tout en œuvre pour que la mondialisation soit régulée à l'échelle planétaire et pour que la logique du commerce ne prenne pas systématiquement le pas sur toutes les autres. Je pense en particulier à la question de l'environnement et du réchauffement climatique. Je pense également au partage nucléaire civil entre tous les peuples parce que c'est un droit pour tous les peuples.

La politique de civilisation, la France veut la faire en engageant une nouvelle politique de l'immigration qui permette la maîtrise en commun des flux migratoires par les pays d'accueil et les pays de départ. Elle veut la faire avec une politique d'immigration décidée ensemble et gérée ensemble. Avec une politique fondée sur des quotas fixés en fonction des capacités d'accueil et d'intégration qui évite tous les drames humains, tous les rejets, toutes les exclusions liés à une immigration non maîtrisée.

La politique de civilisation, la France veut la faire avec l'Union pour la Méditerranée. Elle veut la faire en œuvrant pour la reconnaissance mutuelle des droits du peuple palestinien et du peuple israélien. Elle veut la faire en mettant tout en œuvre pour que le Liban voie son indépendance garantie, pour qu'il redevienne ce pays symbole de la diversité qu'il fut tout au long de son histoire. La diversité ce sera, j'en suis convaincu, l'une des grandes valeurs universelles de la civilisation du XXIe siècle.

La politique de civilisation, la France veut la faire en restant fidèle à ses valeurs et à ses amis mais en parlant à tout le monde. Ce que nous avons voulu faire, c'est réaffirmer l'appartenance de la France au



camp occidental, au camp des démocraties sans pour autant que la France accepte d'être inféodée à quiconque. Je l'ai dit au Congrès des Etats-Unis, la France veut être l'amie, l'alliée, le partenaire des Etats-Unis mais elle veut être « un ami debout, un allié indépendant, un partenaire libre ». Ce que la France veut être, c'est un facteur d'équilibre. Ce que la France veut c'est conduire une politique de réconciliation, c'est dialoguer avec tout le monde parce que c'est en dialoguant avec tout le monde que l'on peut faire avancer la paix et la justice. C'est en parlant à tout le monde que la France est fidèle à elle-même.

La politique de civilisation, la France veut la faire avec le co-développement. Elle veut faire de la Méditerranée le laboratoire du co-développement sans lequel aucune maîtrise des flux migratoires ne sera possible, sans lequel aucune paix durable ne sera envisageable.

Ce que nous voulons faire partout, ce que nous avons commencé à faire, c'est au fond une politique de réconciliation. Ce que nous voulons faire, c'est réconcilier les Français avec eux-mêmes, avec le monde, avec la modernité.

C'est réconcilier tous les peuples entre eux.

C'est réconcilier l'Homme avec la nature.

Ce que nous voulons faire, c'est contribuer à l'émergence d'une nouvelle civilisation mondiale dont l'idéal sera le mieux vivre ensemble.